

Le réseau Cler souhaite réagir pour dénoncer le choix du Gouvernement d'abandonner la politique publique de rénovation énergétique et de lutte contre la précarité énergétique sous couvert de « responsabilité budgétaire ».

Le Gouvernement a décidé d'exclure les ménages aux revenus modestes, intermédiaires, et aisés, du dispositif MaPrimeRénov'. Il tourne ainsi le dos aux nombreuses personnes qui souhaitent se lancer dans un projet de rénovation énergétique pour baisser leurs consommations d'énergie, réduire le montant des factures, et améliorer leur confort.

Le plafond de prise en charge des travaux dans les passoires énergétiques est réduit de moitié et le bonus "sortie de passoires énergétiques" est supprimé. Le Gouvernement abandonne ainsi la lutte contre la précarité énergétique. Avec un reste à charge plus élevé, les ménages aux revenus très modestes risquent d'engager des travaux moins ambitieux qui n'amélioreront pas suffisamment leur situation.

Dans un contexte budgétaire contraint, le Gouvernement fait le choix de maintenir les aides pour un seul poste de travaux (changement de fenêtre, changement du système de chauffage...). Cette décision ne profite ni à la performance énergétique des logements ni au confort des personnes qui y vivent. Bon nombre de locataires vont se retrouver prisonniers de cette situation et seront condamnés à rester dans des logements indécents.

Pour Isabelle Gasquet, responsable de projets efficacité énergétique au réseau Cler :

*« Après 10 ans d'engagement des associations, professionnels, et collectivités pour faire en sorte que la dynamique de rénovation énergétique décolle enfin, et 2 ans de mise en œuvre d'un dispositif d'aide qui fait ses preuves, le Gouvernement fait le choix de l'austérité en envoyant un signal d'abandon aux ménages souhaitant s'engager dans des travaux et aux structures de terrain qui œuvrent en faveur d'une rénovation énergétique performante accessible à toutes et tous. »*